



Séverine Deboos-David est spécialiste emploi du Bureau Pays de l'OIT pour Madagascar, les Comores, Maurice et les Seychelles. Lors de la célébration de la [Journée mondiale des Enseignants, le 5 octobre 2016](#)

, son intervention a révélé qu'à un problème donné, il existe toujours des solutions. Cependant, même si Séverine Deboos-David ne l'a pas mentionné, car c'est du domaine politique, tout repose sur une volonté réelle de la part des dirigeants.

BUDGET DE LA PRESIDENCE DE MADAGASCAR

Alors que le pays est exsangne, que l'autorité de l'Etat se base sur la corruption, le népotisme, les abus de pouvoir et les violations des lois et textes en vigueur, c'est sans remord aucun que la Présidence de la République, secteur non productif, se taille la part du lion dans ce projet de loi des Finances 2016. Et d'une manière extrêmement minime, avec un budget honteux de 100.876 196.000 ariary, soit plus de 500 milliards d'euros francs!

Ce chiffre donne déjà le tournis si l'on sait qu'en 2014, il était de 35,9 milliards ariary et qu'en 2013, il était de 65.533.380.000 ariary (plus de 200 milliards d'euros francs). Soit une augmentation de 54%! Mais la Présidence sous Rajonnamanantsoa, c'est quoi? S'il n'existe aucun organisme officiel, par contre, ci-après les organismes qui lui sont rattachés.

AMDP (Agence Malagasy de Développement économique et de Promotion des entreprises)
Blasco (Bureau indépendant anti-corruption)
CIS (Central Intelligence Service)
CNP (Comité National du Patrimoine)
EDBM (Economic Development Board of Madagascar)
Grande Chancellerie
Inspection Générale de l'Armée Malagasy
Inspection Générale de l'Etat
Inspection Générale de la Gendarmerie Nationale
Médiature de la République
Office des Transmissions Militaires de l'Etat
SAMIRIN (« Sampson-draharaha Malagasy Ialana amin'ny Famotziam-bola » - organe de lutte contre le blanchiment d'argent)

Mais ce n'est pas tout. Hormis la dizaine de « *Conseillers spéciaux* », le ministère d'Etat chargé de l'Aménagement du Territoire et des Projets présidentiels dépend directement de la Présidence. Or, dans ce projet de loi des Finances 2016, il bénéficie de 206 milliards ariary (contre 75 milliards en 2015). L'argent dont disposera Rivo Rakotonirainy passera non pas au double mais au triple en une année!

Si l'on fait une moyenne, la Présidence de la République de Madagascar, pour 2016, dépensera, en moyenne, un milliard 400 millions par jour! De quoi faire le tour du monde plusieurs fois.

www.madagata.org

RECAPITULATIF SUR LES AUTRES DEPARTEMENTS

Primaire : 101 milliards ariary (76 milliards ariary en 2015)

Ministère des Finances et du Budget : 1,4 milliard ariary malgré une coupe de plus de 500 milliards ariary par rapport à 2015

Ministère de l'Education nationale : 810 milliards ariary (une hausse de 162 milliards ariary par rapport à 2015)

Ministère de la santé publique : 345 milliards ariary (269 milliards ariary en 2015)

Ministère des Travaux publics : 226 milliards ariary (176 ariary en 2015)

Ministère de l'Energie : 60 milliards ariary (22 milliards ariary en 2015)

Ministère des Postes, Télécommunications et Nouvelles technologies : 1,9 milliards ariary

Ministère de la Culture et de l'Artisanat : 9 milliards ariary (4 milliards ariary en 2015)

Ministère des Mines et des Ressources stratégiques : 8,1 milliards ariary

Ministère de l'Economie : 11 milliards ariary (hausse de 2 milliards ariary par rapport à 2015)

Ministère de l'Agriculture : 238 milliards ariary. Ce qui constitue une coupe de 40 milliards ariary par rapport au budget 2015.

Ministère de la Population : 26 milliards ariary contre les 14 milliards en 2015

Pour ce qui est du budget des autres ministères (Armée, Justice, Jeunesse et Sports, Eau, Secrétariat d'Etat à la Gendarmerie...), le manque de transparence est flagrant.

www.madagata.org

Et, avec un budget minimal en regard de celui de la présidence de la république, l'enseignement (inclus dans l'éducation nationale) est vraiment mal barré à Madagascar. Si bien que les établissements scolaires publics sont en passe de devenir définitivement des écoles de cancre avec les dangers que cela impactent sur l'avenir même du pays.



Quoi qu'on dise, 2030 c'est déjà aujourd'hui. Et, à la manière dont l'éducation en général est gérée dans la Grande île, les ODD, qui reconnaissent l'importance de la profession, ne seront jamais atteints.



« (...) Si je suis justement ici, c'est grâce à des hommes et des femmes de votre profession qui m'ont donné des outils qui ont forgé mon développement professionnel et personnel. Qui ne se souvient pas d'untel, professeur ? Pour moi ce fut un maître en CM1, puis un professeur de Français en classe de 6ème qui furent clés dans notre vie et, pour moi, m'ont donné le goût d'apprendre. Et j'ai besoin, aujourd'hui d'un ou d'une enseignante pour m'apprendre le malgache.

C'est donc avec reconnaissance que je tiens à remercier le gouvernement, l'Unesco et la commission nationale de l'Unesco d'avoir également associé le Bit à la célébration, cette année, de la Journée mondiale de l'Enseignement.



Mesdames les ministres,

Honorables invités,

Aujourd'hui, nous commémorens le jour, il y a 50 ans, quand, lors d'une conférence spéciale à Paris, organisée par l'Oit et l'Unesco, les délégués de 75 pays ont adopté une norme internationale sur une profession difficile : l'Enseignement. L'adoption de la recommandation est une étape importante dans la lutte contre le paradoxe des enseignants. Alors que les bons enseignants sont reconnus comme essentiels pour le développement national, ils sont souvent confrontés à des conditions de travail qui ont rendu leurs conditions de travail difficiles, et peu attrayantes pour les nouvelles générations. Ce paradoxe se poursuit aujourd'hui. Nous savons que l'impact d'un bon enseignant sur un apprenant l'emporte largement sur d'autres facteurs tels que les infrastructures et les manuels scolaires. Mais leurs conditions de travail sont

souvent difficiles. Ainsi les salaires des enseignants restent souvent faibles et fréquemment inférieurs à d'autres employés et dans le même niveau de qualification.

Souvent, les enseignants ne reçoivent pas une formation adéquate. Le rapport mondial 2016 sur l'éducation publié récemment, montre que dans l'Afrique subsaharienne, plus de la moitié dans le primaire et un quart des enseignants du secondaire ne sont pas formés. Les salaires et la formation sont encore pires parmi les enseignants embauchés sur des contrats à court terme, une pratique très répandue dans les pays qui cherchent à combler la pénurie d'enseignants. Ces mauvaises conditions contribuent certainement au taux élevé d'attrition et d'absentéisme qui ont frappé de nombreux pays dans leur poursuite de l'élaboration d'un corps enseignants de qualité. Et chaque année, des cas sont soumis à l'Organisation internationale du travail sur les enseignants licenciés, agressés ou emprisonnés pour des activités syndicales.

50 ans après son adoption par conséquent, la recommandation sur la condition du personnel enseignant reste très pertinente. La communauté internationale doit continuer à veiller à ce que ses promesses soient remplies. Il y a des signes d'espoir. Dans un certain nombre de pays, les enseignants jouissent du respect et des conditions de travail en accord avec leurs responsabilités. Et la reconnaissance de l'importance de la profession dans les Objectif de Développement Durable pour 2030, montre les progrès dans la valorisation de cette profession. Pourtant, nombre de défis sont encore là.

Compte-tenu de la diminution des budgets publics, nous devons relever le défi du financement de l'éducation par le biais de régimes fiscaux plus équitables, des régimes de revenus alternatifs et des partenariats publics/privés bien gouvernés. Les solutions de financement, qu'elles soient publiques ou privées, ou un mélange des deux, doivent être fiables et durables, et assurer l'équité pour tous les apprenants. Nous avons besoin d'améliorer les cadres de formation éducatifs des enseignants pour répondre aux exigences de la profession. Les enseignants doivent être payés de manière adéquate comme dans les autres professions ayant des exigences similaires. Ce qui permettra de veiller à ce que les bons et jeunes motivés soient attirés par l'enseignement.

Les enseignants doivent être tenus responsables de leurs performances mais nous devons aussi résister à des systèmes d'évaluation trop simplifiés qui réduisent l'interaction complexe de l'enseignement entre théorie et pratique. Et surtout, la recommandation de 1966 est très claire à ce sujet : les enseignants doivent être impliqués à tous les niveaux de responsabilité et de prise de décisions qui les concernent. L'implication des organisations syndicales des enseignants est donc créée dans les processus de réformes.



Mesdames les ministres,

Mesdames et Messieurs,

A Madagascar, le système des Nations Unies œuvre pour renforcer les compétences des enseignants et les membres de l'encadrement pédagogique de l'enseignement primaire et secondaire, de la formation technique et professionnelle dans les différents domaines, dans les domaines des mathématiques, pédagogiques, dans la conception des outils pédagogiques, en adéquation avec la promotion de la stratégie des ressources éducatives et de la santé des adolescents. Pour l'enseignement technique et la formation professionnelle, en cohérence avec la politique de l'emploi et de la formation professionnelle, des formations/actions sur l'ingénierie de la formation étaient dispensées ainsi que la gestion des établissements de formation professionnelle.

Nous souhaitons ainsi que cette journée de célébration et de réflexions qui vont être menées dans le cadre de la table ronde, soit l'opportunité pour mettre en avant toutes les contributions que le monde enseignant fait au développement du pays. Mais aussi l'opportunité de formuler des recommandations pour que le monde enseignant soit toujours plus valorisé comme ressource clé de développement durable.

Je vous souhaite à tous, une bonne célébration de cette journée des enseignants.

Misaotra, Tompokolahy, mankasitraka, Tompokovavy ».



Tetxte et transcription à l'écoute de la vidéo: Jeannot Ramambazafy

Photo: Harilala Randrianarison